

CHILI

Le gouverneur du sud inaugure sa prise de fonction en faisant l'apologie de la communauté autochtone

par Ivan Vargas, publié le 14 mars 2014

Nommé gouverneur de l'Araucanie, Francisco Huenchumilla a demandé aux Mapuche de pardonner au gouvernement la saisie des terres autochtones et l'oppression



Légende de la photo du gouvernorat d'Araucanie : Le nouveau gouverneur de l'Araucanie Huenchumilla inaugure sa prise de fonction en présentant ses excuses à la communauté mapuche et aux colons européens.

Dans une tentative pour apaiser les tensions entre les communautés mapuches, les propriétaires terriens et le gouvernement, le nouveau gouverneur d'Araucanie a présenté publiquement ses excuses à la population autochtone pour un siècle d'oppression, de négligence et de « vol » de ses terres.

Démocrate chrétien, Francisco Huenchumilla, d'ascendance mapuche, fut nommé par la Présidente Michelle Bachelet pour représenter la région du sud. Lors d'une conférence, mercredi dernier, il a esquissé les principes qui le guideront dans le gouvernement de l'Araucanie où se trouve la plus grande population mapuche du pays et qui est le centre d'un conflit entre le gouvernement et certains militants, partisans de la ligne dure.

« Dans mon rôle de gouverneur et personnellement, en tant que représentant des deux mondes, je viens présenter mes excuses aux Mapuches pour le vol de leurs terres par l'État » a-t-il dit.

« L'État a une dette vis-à-vis des Mapuches;; pendant plus de 130 ans il a mis en oeuvre des politiques publiques qui ont été incapables de sortir la région de la pauvreté et de son sous développement ».

Le gouverneur a également présenté ses excuses aux descendants des colons - venus principalement de l'Europe du nord - qui ont immigré depuis plusieurs décennies et ont « construit leurs vies » ici. Huenchumilla a dit qu'ils avaient été trompés par la politique de l'État qui les a fait venir « au mauvais endroit, au mauvais moment ».

Lui et la Présidente Bachelet représentaient le changement de la politique dans cette région et dans ce qu'on appelle le conflit mapuche.

« Personne n'accomplit de miracle, je ne suis pas différent (des autres) mais le cours des choses doit changer, c'est notre but ». Sur les principales questions qui dépendent du gouvernement central : les terres, l'autonomie, la reconnaissance politique et la participation, vous aurez en moi un avocat clair et décidé».

Le gouverneur Huenchumilla a ajouté qu'il travaillerait pour que cesse la violence dans la région et que chacun devrait vouloir créer un climat de respect et de tolérance.

Comme forteresse mapuche l'Araucanie a, dans l'histoire, vécu la plaie des conflits violents. Pendant la conquête européenne du Chili, les forces espagnoles furent incapables de soumettre les Mapuches de la région et ne purent qu'établir les rives du fleuve Bio-Bio comme frontière entre l'Araucanie et le Chili.

Ce ne fut qu'en 1882 que le Chili indépendant envahit et conquiert la région, 70 ans après qu'il eut réalisé son indépendance de l'Espagne.

Les tensions ont persisté jusqu'à aujourd'hui avec de fréquentes disputes sur les terres et des éruptions de violence entre les militants mapuche et les forces de l'ordre ou les propriétaires terriens. En février dernier la condamnation d'un leader autochtone et l'affaire de l'incendie volontaire et du meurtre du couple Luchsinger-Mackay(*voir plus loin*) entraînèrent des manifestations et l'accusation de militants sous le chef de vengeance.

Les réactions du gouvernement intervinrent deux jours après qu'un rapport fut présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur l'application de la loi anti-terroriste contre les militants mapuches du Chili.

Le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme, Ben Emmerson, qui avait visité le Chili en juillet 2013, a présenté un rapport qui qualifiait les conflits en cours en Araucanie et dans la région du Bio-Bio d' « extrêmement vifs ». Il se disait aussi préoccupé par l'augmentation de « *la fréquence et de la gravité des confrontations violentes* » ces trois dernières années.

Emmerson condamnait le Chili pour l'application de lois anti-terroristes, prévoyant que l'abus de cette législation pourrait conduire à accroître l'agitation dans la région. « *L'exclusion économique et politique telle que la vivent les Mapuches est une cause reconnue de la violence extrémiste* » dit son rapport. « *La responsabilité de répondre à ces problèmes*

incombe à l'État. Depuis le retour de la démocratie au Chili aucun gouvernement de quelque couleur politique qu'il soit n'a traité cette question avec la priorité qu'elle mérite».

Le blogueur et journaliste politique à La Tercera, Pedro Cayuqueo, a félicité le gouverneur pour son discours qui est une reconnaissance sans précédent des luttes de la communauté mapuche. *« Rarement les choses ont été dites si clairement et jamais, autant que je m'en souviens, par une personnalité gouvernementale. Pas, en tout cas, dans les dernières 40 années. Je n'exagère pas en disant qu'avec ce discours Huenchumilla a gagné une place dans les livres d'histoire».* Cayuqueo a aussi reconnu que le chemin choisi par le gouverneur n'est pas « pavé de roses ». *« Seul le temps nous dira si Huenchumilla a mis ses paroles en actes. »*

Même Jorge Luchsinger, fils du couple Luchsinger-Mackay tué au cours du meurtre emblématique, a exprimé la conviction que le militant mapuche, Celestino Córdova, approuvait les paroles de Huenchumilla. *« (Ce discours) est positif en ce qu'il aide à résoudre les problèmes »* a-t-il dit.

Toutefois les paroles du gouverneur ne convainquent pas tout le monde. Dans un article publié dans *La Tercera*, Juana Calfunao, dirigeante mapuche de la communauté Juan Pallalef, a manifesté son scepticisme. *« Il est très difficile de croire le gouverneur parce que l'administration précédente de Michelle Bachelet nous a persécutés. Son surnom mapuche ne nous assure de rien. »* a-t-elle dit.

Juana Calfunao se référait à l'application par Michelle Bachelet, lors de son précédent mandat, de la loi anti-terroriste. Pourtant la Présidente a promis publiquement de ne pas, cette fois, appliquer la loi aux cas des militants mapuches, qualifiant d'« erreur » son application précédente. Michelle Bachelet a déclaré que la loi ordinaire est suffisante pour traiter de telles affaires.

Le gouverneur a conclu son discours par la promesse à son nouvel électorat qu'il mettrait en œuvre une « politique de la porte ouverte » pour tous ceux qui doivent se faire entendre dans la région. Aux organisations mapuches et aux organisations agricoles, grandes et petites, le gouverneur a dit qu'il voulait établir un dialogue avec tous.

« Nous ouvrirons la porte du bureau du gouverneur à toutes les communautés mapuches et à leurs organisations, sans exception. »

Huenchumilla a dit, Ivan Vargas ([HYPERLINK "mailto:ivan@santiagotimes.cl" ivan@santiagotimes.cl](mailto:ivan@santiagotimes.cl)), copyright 2014. The Santiago Times

Traduit par Simone Dreyfus - Gamelon, Présidente du GITPA